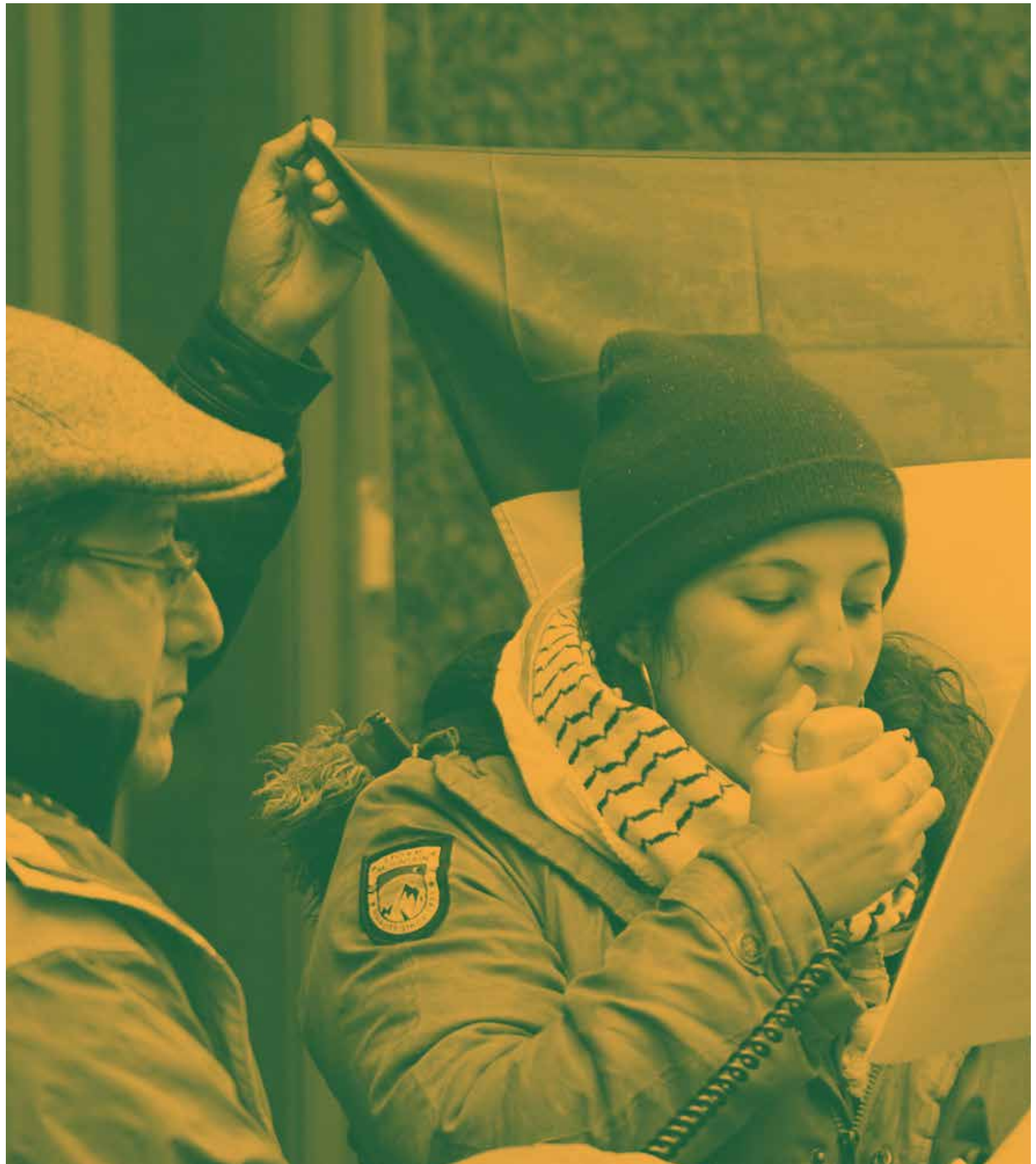




RAPPORT 2018 ANNUEL 2019



Table des matières

SOLIDARITÉ EN ACTION	4
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE	14
BALADODIFFUSION	18
REVUE CAMINANDO	20
COMMUNICATIONS	22
VIE ASSOCIATIVE ET D'ÉQUIPE	23
TRAVAIL EN RÉSEAU	24
ÉTATS FINANCIERS	26
ÉQUIPE 2018-2019	28
PARTENAIRES	29

Rédaction et révision : Marie Bordeleau, Carla Christina Ayala Alcayaga, Roselyne Gagnon, Joëlle Gauvin-Racine, Marie-Eve Marleau, Rosa Peralta, Thérèse Guay

Conception graphique : Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains en Amérique latine, juin 2019

www.cdhal.org

Mot du conseil d'administration

Bien que le CDHAL soit maintenant une organisation en pleine maturité, la poursuite de sa mission de défense et de promotion des droits humains en Amérique latine présente toujours de nouveaux défis. Au contexte déjà connu des violations de droits humains commises par les transnationales avec la complicité des États s'est ajoutée cette année celle d'une montée de l'extrême droite en Amérique latine comme ailleurs dans le monde. Certes, cette situation complexifie encore davantage le travail du CDHAL mais ses conséquences délétères, que l'on pense à la criminalisation des groupes marginalisés ou aux migrations massives, rendent plus que jamais pertinentes les actions d'appui aux communautés affectées et aux défenseur-e-s de droits humains, de sensibilisation et de mobilisation qui s'inscrivent dans la mission du CDHAL.

C'est dans ce contexte que le CDHAL a poursuivi ses actions durant l'année 2018-2019, tout en approfondissant les perspectives féministes et décoloniales de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » tenue en avril 2018. Parmi les nombreuses activités de sensibilisation et de mobilisation réalisées cette année dans cette perspective, il faut souligner tant pour son contenu que pour sa forme innovante, la participation à l'Université populaire de Montréal (UPop Montréal) où le CDHAL a présenté, en collaboration avec le Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) et Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) une série d'ateliers sous le thème « Vers une justice énergétique: approches décoloniales et féministes ».

Dans le présent rapport annuel, vous pourrez constater que bien d'autres actions prenant la forme d'organisation ou de participation à des rencontres de groupes alliés, de campagnes et d'actions urgentes ont été menées cette année par le CDHAL. Tout cela n'aurait pas été possible sans la persévérance et le travail consciencieux d'une équipe motivée et compétente, avec sa coordonnatrice, ses professionnelles,

stagiaires et bénévoles, que nous tenons ici à remercier. C'est aussi grâce au professionnalisme de cette équipe qu'encore cette année, nous avons pu obtenir le financement requis pour réaliser nos projets et c'est parce que les fonds obtenus ont été gérés de manière rigoureuse que la situation financière du CDHAL est aujourd'hui aussi favorable. Dans cet esprit de reconnaissance, il faut également souligner l'apport des membres du conseil d'administration qui nous quitteront en cette fin d'année.

La fin de l'année 2018-2019 marque également la fin d'un cycle de planification stratégique et c'est avec enthousiasme que nous vous présentons dans le cadre de la présente assemblée annuelle, la planification stratégique de 2019-2022 qui a été élaborée par l'équipe de travail et le conseil d'administration, en s'inspirant des propositions des membres, partenaires et allié-e-s interpellé-e-s au cours d'un atelier et l'assemblée générale annuelle de l'année dernière. Vous y trouverez bien sûr plusieurs objectifs récurrents, mais il faudra faire preuve à la fois de créativité et de rigueur dans les moyens d'action pour relever le défi de leur mise en œuvre.

Nous pouvons être fiers et fières du travail accompli durant la dernière année mais les défis qui se profilent avec la montée des forces néolibérales et ultra-conservatrices nécessiteront à l'avenir des actions encore plus marquantes afin que la défense et la promotion des droits humains puissent occuper l'espace public et influencer la sphère politique.

Ensemble nous pourrons y arriver !

Merci de votre solidarité.

Le conseil d'administration

Solidarité en action

L'INDÉNIABLE MONTÉE DES RÉGIMES D'EXTRÊME DROITE EN AMÉRIQUE LATINE

RETOUR AU POINT ZÉRO ?

La conjoncture sociopolitique actuelle en Amérique latine nous donne l'impression de revenir en arrière et de replonger dans l'époque sombre des dictatures militaires des années 1970 dans le Cône Sud et des conflits armés qui ont éclaté en Amérique centrale dans les années 1980, époque où le CDHAL a vu le jour. Aujourd'hui, suite à une période pendant laquelle nous nous sommes permis de rêver à la démocratie, à la paix et à la justice sociale, voilà une nouvelle vague de répression et de dépossession qui a atteint son point culminant avec l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil.

Partout dans le monde, des régimes autoritaires et génocidaires bafouent et tentent d'annihiler toute forme de résistance, en invoquant l'urgence d'exterminer de façon définitive la « menace communiste » ou pour promouvoir le développement à tout prix. À nouveau, on observe la forte et néfaste interférence des États-Unis, toujours avec la complicité du Canada. Au Honduras et au Guatemala par exemple, des régimes autoritaires s'alignent avec les intérêts des entreprises extractives, notamment canadiennes, en échange d'appuis politiques, tandis qu'ils resserrent la criminalisation contre les activistes. Alors que les ambassades canadiennes font des pressions pour promouvoir et garantir les investissements étrangers, en particulier extractifs, les habitant-e-s doivent fuir en masse pour échapper à la violence montante et à la destruction des territoires. Ces files humaines d'exodes migratoires vers les pays du Nord desquelles nous sommes témoins récemment montrent que les veines de l'Amérique latine restent encore ouvertes.

Ces pressions politiques et économiques mettent en péril les peuples et s'accompagnent aujourd'hui d'un discours haineux, intolérant, misogyne, homophobe et xénophobe qui légitime la violence. Les messages de haine sont relayés par les politicien-ne-s, les médias, les groupes religieux et plusieurs citoyen-ne-s comme c'est le cas au Brésil, où les activistes sont

accusé-e-s de terrorisme, alors que le mépris face aux populations noires, autochtones et LGBTQI2S+ atteint des proportions inégalées.

« Ç'A TOUJOURS ÉTÉ COMME ÇA... »

Les violations des droits humains à l'encontre des peuples autochtones, des communautés paysannes et des populations plus démunies en général en Amérique latine ont cours depuis les débuts de la colonisation. Or, il ne faut pas banaliser cette violence sous prétexte qu'elle a toujours existé. Gravement frappé par la crise du système financier de 2008, le capitalisme est maintenant entré dans une nouvelle phase d'expansion et les discours de haine et de violence servent à détourner l'attention de l'appropriation des territoires et de la destruction totale de la planète.

Les mouvements autochtones, paysans, des femmes, des personnes racisées et des groupes marginalisés font donc face à des défis importants. Les luttes pour la transformation sociale qui s'opposent à l'exploitation illimitée des corps et territoires affrontent la criminalisation et la répression de la part des États, ainsi que la désinformation et l'indifférence de l'opinion publique.

LE CRI DES EXCLU-E-S

De fait, les conséquences de cette nouvelle offensive du grand capital sont dévastatrices et la répression se fait de plus en plus forte contre les communautés qui s'y opposent. En Colombie, par exemple, les pressions s'intensifient pour accéder aux ressources pétrolières sur la frontière avec le Venezuela, alors que le bilan de leaders sociaux assassiné-e-s est catastrophique depuis la signature de l'Accord de paix. Au Mexique, malgré un gouvernement qui annonçait des promesses de changements, l'extractivisme redouble d'ardeur et les assassinats contre les communicateurs-trices

populaires et les défenseur-e-s de la Terre-Mère se poursuivent en toute impunité. Le pouvoir des transnationales face au système de justice est d'ailleurs représenté par le cas emblématique du déversement minier à Brumadinho au Brésil, qui a causé plus de 300 morts. L'entreprise Vale, responsable de cet écocide, était aussi impliquée dans le déversement de Mariana trois ans plus tôt. Les victimes de ces deux désastres demeurent sans justice et l'entreprise continue d'opérer en toute liberté. Au Pérou, des avancées sur papier sont observables, mais les changements tardent à se faire sentir alors que l'extractivisme bat toujours son plein, sans respecter l'autodétermination des peuples et grâce à des campagnes médiatiques de désinformation très habiles.

Les conflits en territoires autochtones au Canada, comme pour la nation Wet'suwet'en en Colombie-Britannique par exemple, nous obligent également à comprendre que la chasse aux ressources n'épargne personne et nous font voir que la colonisation et le pillage des biens communs se perpétuent ici comme ailleurs.

Toutefois, dans les territoires autochtones et paysans resurgissent des forces qui sont souvent sous-estimées, même par les gouvernements soi-disant progressistes. Ces forces se sont également reconfigurées. De plus en plus, les mouvements sociaux développent leurs propres médias et leurs propres cadres académique et juridique. Ils s'associent aux mouvements féministes et aux nouvelles générations pour défendre les biens communs et lutter contre les changements climatiques. Malgré la distance, la militarisation des frontières, la polarisation politique et la répression, des mouvements sociaux de tout le continent entretiennent des liens de solidarité forts. De nombreuses communautés en Amérique latine, notamment au Mexique et au Guatemala, se déclarent libres de l'industrie minière, tandis que les peuples de l'Amazonie s'allient pour protéger le cœur de la biodiversité contre la déforestation qui avance à coup de 19 hectares par jour au Brésil. La minga en Colombie et les communautés de Cotabambas au Pérou se réunissent par milliers et bloquent le passage des entreprises et des gouvernements qui veulent déposséder de leurs territoires.

Et ce sont précisément ces voix qui s'élèvent et se rebellent contre toute forme d'oppression et d'extractivisme que le CDHAL cherche à amplifier, en réitérant une fois de plus notre soutien inconditionnel à ces luttes.

La lutte est ardue, mais c'est pour la vie, et la vie on ne peut jamais l'abandonner.

« Ce sont précisément ces voix qui s'élèvent et se rebellent contre toute forme d'oppression et d'extractivisme que le CDHAL cherche à amplifier, en réitérant une fois de plus notre soutien inconditionnel à ces luttes. »

CAMPAGNES ET DOSSIERS SPÉCIAUX

Tout au long de l'année, l'équipe des actions urgentes a suivi, soutenu ou participé plus activement dans certains dossiers et campagnes mises de l'avant par des organisations et mouvements sociaux alliés ici et en Amérique latine.

L'ESCALADE DE LA VIOLENCE EN COLOMBIE

Le retour de l'extrême droite en Colombie lors de l'arrivée au pouvoir du président Iván Duque a exacerbé le climat de violence. Il est de plus en plus évident que le gouvernement Duque n'a aucune intention de respecter les directives de l'Accord de paix signé en 2016, ce qui a provoqué l'indignation et le soulèvement des certains groupes, notamment des peuples et communautés autochtones, afrocolombiennes et paysannes qui luttent contre les projets extractifs. Le CDHAL a régulièrement diffusé des nouvelles sur les conflits et les mouvements de résistance et s'est engagé dans plusieurs actions réalisées par des organisations sociales canadiennes et des groupes citoyens à Montréal pour dénoncer la crise humanitaire et le nombre alarmant d'assassinats des défenseur-e-s des droits humains au pays.

- » Détention de Julian Gil du Congrès des Peuples en Colombie : action urgente en ligne dirigée aux autorités colombiennes (14 juin 2018)
- » Action urgente dirigée aux autorités colombiennes exigeant la fin à la répression de la « Minga sociale », mobilisation qui rassemble plus de 15 000 personnes des peuples autochtones, afrocolombiens et paysans de la région sud-ouest du Cauca (15 mars 2019)
- » Rassemblements devant le consulat colombien pour dénoncer les assassinats des défenseur-e-s des droits humains au pays (5 et 29 avril 2019)

SOLIDARITÉ AVEC RÍOS VIVOS ANTIOQUIA, COLOMBIE

Depuis au moins 10 ans, le CDHAL maintient une communication étroite avec le Mouvement Ríos Vivos Antioquia, qui représente des communautés affectées par le mégaprojet hydroélectrique Hidroituango. Des impacts sur l'environnement et la population ont été catastrophiques depuis le début de la construction, mais une recrudescence de la violence et de la persécution a pu être observée compte tenu de la conjoncture politique actuelle. Le mégaprojet a reçu un prêt important de la part de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), ce qui nous interpelle encore plus à nous mobiliser et à promouvoir des activités de sensibilisation auprès de la société québécoise et canadienne.

- » Rassemblements devant la CDPQ (13 juin et 29 novembre 2018)
- » Lettre remise à la CDPQ, signée par 20 organisations canadiennes et internationales, en ce qui a trait au risque d'effondrement du barrage Hidroituango et déplacements de communautés affectées par le mégaprojet hydroélectrique (13 juin 2018)
- » Réunion avec des représentants de la CDPQ, avec la présence de Francisco Cuellar Ramírez, du Mouvement national de victimes des multinationales et transnationales, Denise Gagnon de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et Daniel Mallette, du Syndicat des Métallos, ainsi qu'Isabel Cristina Zuleta, porte-parole du Mouvement Ríos Vivos Antioquia (participation à distance) afin de

partager nos préoccupations face aux investissements de la CDPQ dans le projet Hidroituango et l'annonce d'investissements en Colombie dans des projets d'infrastructures, énergétiques de télécommunications (28 janvier 2019)

- » Remise d'un communiqué co-écrit avec le Mouvement Ríos Vivos Antioquia aux représentants de la CDPQ (19 février 2019)
- » Création du Comité de solidarité avec Ríos Vivos Antioquia, composé de membres du CDHAL, du Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), ainsi que des membres de la communauté colombienne à Montréal et des allié-e-s. Le comité se réunit toutes les deux semaines depuis mars 2019
- » Appels aux autorités colombiennes, à la demande du mouvement Ríos Vivos Antioquia, pour dénoncer des déplacements forcés et l'expulsion des familles temporairement logées dans un centre sportif dans la municipalité d'Ituango (2 mai 2019)
- » Remise d'un document à la Commission interaméricaine de droits humains, cosigné avec le Mouvement Ríos Vivos Antioquia, le Comité International pour la Vie et les droits humains en Colombie (CIVDH) et le PASC, pour informer des impacts sociaux et environnementaux du projet Hidroituango (21 mai 2019)



CRIMINALISATION DES DÉFENSEUR-E-S ET RÉPRESSION

La répression contre les activistes et défenseur-e-s de la vie et du territoire s'intensifie. Plusieurs allié-e-s se sont mobilisé-e-s contre la criminalisation et les assassinats des leaders sociaux et le CDHAL a appuyé et relayé ces campagnes.

Liberté pour Pablo López Alavez – Depuis avril 2019, nous participons, avec 17 autres organisations internationales de droits humains, à la campagne « Libertad para Pablo ». Le 15 août 2010, Pablo a été arrêté arbitrairement et violemment dans sa communauté dans le département d'Oaxaca. Il s'agit d'un cas emblématique de criminalisation de la défense du territoire, en particulier concernant la défense de la forêt et de l'eau.

Liberté pour Edwin Robelo Espinal – Le 19 janvier 2018, l'activiste hondurien a été arbitrairement détenu et emprisonné. En raison de son opposition au régime instauré depuis le coup d'État de 2009. Le CDHAL a participé à plusieurs actions de dénonciation et de solidarité avec Edwin et d'autres prisonniers politiques au Honduras.

Liberté pour Abelino – Le CDHAL a appuyé la diffusion de la campagne pour la liberté de Abelino Chub Caal, leader maya q'eqchi emprisonné pour sa lutte contre les projets extractifs au Guatemala, qui a finalement été relâché après 2 ans d'emprisonnement sans fondement.

Rassemblement « Justicia para Camilo Catrillanca » devant le consulat chilien, co-organisé avec le Comité chilien pour les droits humains, pour dénoncer l'assassinat de ce défenseur mapuche (19 novembre 2018)

Manifestation organisée par la Communauté hondurienne au Québec en commémoration des trois ans de l'assassinat de Berta Cáceres (2 mars 2019)

Rassemblements en solidarité avec les attaques de la GRC et la criminalisation des membres du Unist'ot'en Camp et création de liens de solidarité entre nos allié-e-s d'Amérique latine et la nation Wet'suwet'en

LUTTES POUR LES DROITS DES PERSONNES MIGRANTES ET TRAVAILLEUSES TEMPORAIRES

Nous avons continué la mobilisation et l'appui aux organisations avec lesquelles nous travaillons sur ce dossier. Cette thématique fera l'objet de notre projet d'éducation du public pour la prochaine année et des rencontres de planification sont déjà en cours avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrant-e-s (CTTI) et Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM).

- » Participation à la mobilisation pour dénoncer la mort de M. Bolante Idowu Alo aux mains de l'Agence des services frontaliers du Canada (30 août 2018)
- » Manifestation devant le consulat hondurien, communiqués de presse, lettre remise au consul, entrevue au journal Métro, en appui aux caravanes de migrant-e-s en provenance d'Amérique centrale et pour dénoncer la responsabilité du Canada dans ces déplacements forcés. Activités co-organisées avec Solidarité sans frontières, la communauté hondurienne au Québec, Bouffe contre le fascisme (28 novembre 2018)
- » Prise de parole lors du rassemblement pour demander l'accès aux soins de santé pour toute personne habitant au Canada, peu importe son statut (12 février 2019)
- » Participation à la campagne lancée par Solidarité sans frontières afin d'empêcher la construction d'une nouvelle prison pour personnes migrantes, prise de parole lors de la conférence de presse couverte par le journal La Presse, CTV News et le journal Métro (14 mai 2019)
- » Rassemblements contre le racisme (7 octobre 2018 et 24 mars 2019)

LE VIRAGE FASCISTE AU BRÉSIL

Le CDHAL a continué à suivre de près la situation politique au Brésil, notamment les événements suite au coup d'État de 2016 qui a destitué Dilma Rousseff. Depuis cette rupture institutionnelle, on observe la montée de l'extrême droite au sein de l'arène politique, mais aussi au sein de la société brésilienne.

- » Participation à des rencontres stratégiques avec le Coletivo Brasil-Montréal
- » Participation à des rassemblements en soutien avec les mouvements sociaux brésiliens (28 septembre 2018 et 16 mars 2019)
- » Participation à la conférence-débat « Brésil : populisme et fractures populaires? », organisée par le Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine, UQAM (19 octobre 2018)
- » Avec le Coletivo Brasil-Montreal et Alternatives, co-élaboration d'une lettre dirigée aux autorités canadiennes et brésiliennes, et envoyée à

la presse, sur les menaces que l'élection de Bolsonaro représentait pour les mouvements sociaux autochtones, paysans, de femmes et pour les communautés LGBTQI2S+ (octobre 2018)

- » Co-organisation et animation de la table ronde « Face à la menace fasciste au Brésil: les mouvements en résistance ». Événement organisé avec le Coletivo Brasil-Montréal et Alternatives (28 février 2019)
- » Présentation lors de la table ronde « Que signifie la victoire de Bolsonaro pour les communautés marginalisées du Brésil? », Symposium du département d'Éducation de l'Université Concordia (23 mars 2019)
- » Participation à des réunions à l'Université de Montréal visant à développer des activités de sensibilisation et de solidarité avec les institutions d'éducation au Brésil ciblées par le gouvernement Bolsonaro



RENCONTRES AVEC NOS ALLIÉ-E-S

JUIN 2018

MEMBRES DE RETORNO Y VIDA, COLOMBIE

Nous avons rencontré deux membres de cette organisation qui représente les victimes de la guerre et des déplacements forcés dans le département d'Antioquia, des communautés autochtones du département de Córdoba, ainsi que des personnes pratiquant l'exploitation minière artisanale affectées par le projet minier canadien de B2Gold Corp.

OCTOBRE 2018

DÉLÉGATION DE LA SIERRA NEGRA DE PUEBLA, MEXIQUE

En collaboration avec le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), nous avons organisé une rencontre stratégique avec Martin Barrios, de la Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacan, et Omar Esparza, du Movimiento Agrario Indígena Zaptista (MAIZ), venus partager leurs expériences de résistance en défense du territoire, particulièrement contre des entreprises minières canadiennes.

NOVEMBRE 2018

DÉLÉGATION DU COMITÉ DE GRÈVE DE BUENAVENTURA, COLOMBIE

Nous avons co-organisé des activités publiques à Montréal et à Québec avec Maria Miyela Riascos, porte-parole de ce comité, ainsi qu'avec Olga Araujo, militante des droits de la personne et éducatrice populaire à l'Association pour la recherche et l'action sociale (Nomadesc). Une rencontre stratégique a aussi eu lieu avec des syndicats, des organisations sociales et des membres de la communauté colombienne de Montréal et de Québec. Merci à l'Alliance de la Fonction publique du Canada qui a rendu possible l'accueil de la délégation et la tenue des activités.

PARTICIPATION AU FORUM SOCIAL MONDIAL SUR LES MIGRATIONS ET À UNE ASSEMBLÉE DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DES MIGRANT-E-S AU MEXIQUE

Dans le cadre du Forum social mondial sur les migrations, nous avons co-animé un atelier avec Solidarité sans frontières et le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI) sur les liens entre les politiques coloniales et extractivistes de l'État canadien, ses conséquences sur les déplacements forcés ainsi que les conditions de vie et de travail des personnes migrantes au Canada. Nous avons aussi assisté à des ateliers et conférences pour approfondir les enjeux spécifiques des femmes en contexte migratoire, les conditions de détention des personnes migrantes comme une forme de torture, les liens entre extractivisme et migrations forcées, entre zones économiques spéciales et paramilitarisation des frontières. L'Assemblée générale de l'IMA nous a permis de mieux connaître la situation des personnes migrantes en Asie, en Europe, en Amérique latine et du Nord. Finalement, nous avons rendu visite et transmis des messages de solidarité à des membres des exodes forcés en provenance d'Amérique centrale (principalement du Honduras) qui





Photo : Daniel Mallette

étaient présent-e-s à la Ville de Mexico durant notre séjour. Merci à Common Frontiers, Lojiq, ATTAC-Québec et Femmes de diverses origines de nous avoir permis de participer à ces activités.

RENCONTRE ANNUELLE DU MOUVEMENT MÉSOAMÉRICAIN CONTRE LE MODÈLE EXTRACTIF MINIER (M4) AU GUATEMALA

Du 15 au 17 novembre 2018, sur invitation du M4, le CDHAL a participé à la 5^e rencontre régionale au Guatemala intitulée « L'exercice du droit à la consultation, au consentement préalable, libre et éclairé : Ses défis dans le cadre de l'implémentation de la Convention 169 de l'OIT ». Cette rencontre a permis d'échanger avec plusieurs mouvements alliés du CDHAL sur les expériences de défense territoriale et les défis liés à l'instrumentalisation de la consultation. Cela a permis également de faire un panorama critique de la législation sur la consultation au consentement préalable, libre et informé.

JANVIER 2019

MOUVEMENT NATIONAL DE VICTIMES DES MULTINATIONALES ET TRANSNATIONALES EN COLOMBIE

Dans le cadre de la tournée canadienne de l'avocat colombien Francisco Ramírez Cuellar, membre de ce mouvement, nous avons co-organisé un événement public, une rencontre stratégique, ainsi qu'une rencontre avec la direction des affaires publiques et des affaires juridiques – Investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour

rendre visible les graves impacts et les violations des droits causés par les investissements canadiens en Colombie. Merci au Syndicat des Métallurgistes pour son appui financier qui a rendu possible l'organisation de ces activités.

MARS 2019

DÉLÉGATION BUSCANDO CUERPOS

Margarita Lopez Perez et Victoria Bautista Bueno, du réseau Buscando cuerpos qui se dédie au soutien aux familles de personnes disparues au Mexique, ont participé à des activités dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes : projection documentaire, panel avec des femmes autochtones, palestiniennes, migrantes latino-américaines, entrevues radiophoniques et rencontre avec un député. Ces activités ont été réalisées en collaboration avec le CTTI et Femmes de diverses origines

DÉLÉGATION DE LA FAMILLE DE MARIANO ABARCA

Nous avons rencontré à Ottawa José Luis Abarca et Uriel Abarca, fils et frère de Mariano Abarca, et Libertad Díaz, de l'organisation Otros Mundos Chiapas, venus au Canada pour demander encore une fois justice pour le leader social Mariano Abarca, assassiné en 2009 pour avoir dénoncé les impacts négatifs et les abus de l'entreprise minière canadienne Blackfire Exploration. La famille a présenté un recours en appel devant la Cour fédérale du Canada après le refus du Commissaire de l'intégrité du secteur public d'ouvrir une enquête sur les actes et omissions de l'ambassade canadienne au Mexique ayant contribué à créer un environnement mettant en danger la vie du leader social.

PROCESSUS DE COFORMATION : LES COMMUNAUTÉS D'APPRENTISSAGE

Ces rencontres périodiques de coformation sont animées par l'équipe des actions urgentes dans l'objectif de renforcer les capacités d'analyse et d'action de l'équipe et des membres du CDHAL, ainsi que des collaborateurs-trices. Elles nous permettent d'approfondir notre compréhension sur le contexte sociopolitique et la situation des défenseur-e-s des droits humains et environnementaux dans des pays où sont actifs les mouvements avec qui nous entretenons des liens étroits.



JUIN 2018

Le contexte électoral au Mexique

OCTOBRE 2018

Situation actuelle de conflit et violence au Nicaragua

NOVEMBRE 2018

L'expansion de l'extractivisme sur les territoires autochtones au Chili

DÉCEMBRE 2018

Échange sur les mythes sur l'industrie énergétique verte et de la justice sociale

FÉVRIER 2019

Répression, corruption et autoritarisme au Guatemala

MARS 2019

Menace d'intervention nord-américaine au Venezuela

AVRIL 2019

Historique politique, des conflits miniers et des revendications des peuples autochtones et paysannes au Pérou

MAI 2019

Le cadre institutionnel, politique et légal de l'État minier canadien



LISTE DES ACTIONS URGENTES, COMMUNIQUÉS, DÉCLARATIONS ET LETTRES SIGNÉS

JUIN 2018

Investissement milliardaire du Canada dans le controversé projet d'oléoduc Kinder Morgan : lettre publique signée par 40 groupes du milieu environnemental, citoyen, syndical et autochtone.

Intervention états-unienne dans le procès impliquant la compagnie minière Tahoe Resources : lettre envoyée aux ambassades états-unienne et canadienne au Guatemala, signée par 54 organisations guatémaltèques et internationales

AOÛT 2018

Criminalisation de la protestation sociale et judiciarisation de l'activiste aymara Walter Aduviri : déclaration publique dirigée aux autorités gouvernementales du Pérou et aux entreprises minières, signée par 131 organisations

Criminalisation et répression des défenseur-e-s de droits humains, des organisations et des mouvements sociaux au Nicaragua : déclaration publique signée par 276 organisations

SEPTEMBRE 2018

Disparition au Mexique du militant Nahua Sergio Rivera Hernández, opposant au projet hydroélectrique Coyoapa-Azatlan : action urgente dirigée aux autorités mexicaines signée par neuf organisations syndicales et de solidarité internationale canadiennes

Procès dans le cadre de l'assassinat de Berta Cáceres : lettre collective initiée par le Mouvement mésoaméricain contre le modèle extractif minier (M4) envoyée aux juges du Tribunal et au Président du pouvoir judiciaire du Honduras

Intimidation, harcèlement et persécution des défenseur-e-s du territoire de la Sierra Negra au Mexique : action urgente dirigée aux autorités mexicaines, signée par 15 organisations canadiennes et mexicaines

OCTOBRE 2018

Menace fasciste au Brésil avec la candidature de Jair Bolsonaro : lettre dirigée aux autorités canadiennes et brésiliennes, signée par 36 organisations canadiennes

Crise humanitaire vécue par les communautés affectées par le projet hydroélectrique Hidroituango en Colombie : lettre dirigée aux autorités colombiennes et signée par 13 organisations et collectifs

NOVEMBRE 2018

Solidarité avec la caravane de personnes migrantes provenant d'Amérique centrale : déclaration d'appui de la délégation canadienne de l'Alliance internationale des migrant-e-s

Assassinat par les forces policières chiliennes du jeune mapuche Camilo Catrillanca : lettre remise au Consulat chilien à Montréal, signée par 5 collectifs canadiens de solidarité avec le peuple Mapuche

DÉCEMBRE 2018

Irrégularités dans le procès pour le meurtre de l'activiste hondurienne Berta Cáceres : déclaration commune signée par des organisations syndicales et de solidarité internationale canadiennes, ainsi que par des fédérations d'enseignant-e-s canadiennes

Déclaration sur les droits des paysan-ne-s : lettre rédigée par l'Union paysanne et dirigée au premier ministre canadien, signée par 11 organisations canadiennes

Attaques contre Norma Sancir et la Central Campesina Ch'orti' Nuevo Día au Guatemala : lettre co-rédigée avec le PAQG, signée par les participantes à la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ».

JANVIER 2019

Crise constitutionnelle au Guatemala : lettre signée par 30 organisations canadiennes pour dénoncer les menaces à la continuité du travail mené par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG)

Violations des droits territoriaux et culturels de la communauté Mapuche Alto Fundo Gamboa, au Chili : action urgente adressée aux Fond de pensions des enseignant-e-s de l'Ontario et à Alberta Investment Management Corporation qui investissent dans l'installation d'une station de distribution électrique sur le territoire Mapuche

FÉVRIER 2019

Corruption et autoritarisme au Guatemala : lettre dirigée à l'ambassadrice du Canada au Guatemala et à la ministre des affaires étrangères du Canada demandant que le Canada, en tant que partenaire commercial du Guatemala, exhorte le gouvernement de Jimmy Morales à respecter l'état de droit et les décisions de la Cour constitutionnelle

MARS 2019

Détention arbitraire de Sandra Ramos, directrice du Mouvement des femmes travailleuses et sans emploi María Elena Cuadra au Nicaragua : action urgente en soutien à Sandra Ramos qui, avec 60 autres personnes, a été arrêtée durant une manifestation à Managua pour la liberté de prisonniers-ères politiques au pays

Demande aux autorités de mesures efficaces contre la contamination environnementale : pétition demandant aux autorités péruviennes que la province soit déclarée en état d'urgence sanitaire. Après plus de 30 ans d'exploitation minière par la géante suisse Glencore, un rapport de la Direction générale de santé environnementale (DIGESA) dévoile que l'eau destinée à la consommation contient jusqu'à 23 métaux toxiques

AVRIL 2019

Communautés qui défendent la terre à « La Puya » au Guatemala : pétition signée par 227 organisations guatémaltèques et internationales appelant à la démilitarisation immédiate de la région et dénonçant la requête de plusieurs millions de dollars qu'a intenté la compagnie minière états-unienne KCA contre l'État du Guatemala

Opposition à l'amendement de la Loi sur la Réconciliation Nationale : pétition lancée par le Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL) en appelant au Congrès guatémaltèque de freiner la réforme de la loi qui absoudrait les coupables de crimes contre l'humanité pendant le conflit armé au pays

MAI 2019

Inquiétude quant à la sécurité de la famille Reynoso-Pacheco qui s'opposent au projet minier Escobal de la société minière canadienne Pan American Silver : lettre dirigée au ministre de l'intérieur du Guatemala appelant à la continuité des mesures de sécurité pour la famille Reynoso-Pacheco qui, à plusieurs reprises, a fait l'objet d'attaques et de menaces pour sa lutte en défense du territoire

Brigades civiles d'observation des droits humains

Depuis 2009, le CDHAL a tissé une collaboration avec le Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas (FRAYBA), une organisation mexicaine basée à San Cristóbal de Las Casas dans l'État du Chiapas, afin de recruter et former des observateurs et observatrices des droits humains. Le CDHAL offre une formation prédépart d'une vingtaine d'heures pour préparer adéquatement les volontaires à leur participation aux Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs), qui sont coordonnées par le FRAYBA.

Les BriCOs consistent en la présence d'observateurs et observatrices des droits humains séjournant dans des communautés rurales du Chiapas. Ces communautés sont organisées et mobilisées pour la défense de leurs droits et sont en majorité autochtones, appartenant ou pas au mouvement zapatiste. Cette présence est dissuasive, au sens où elle peut décourager la violation des droits humains. Les personnes observatrices ont aussi comme mandat de documenter la situation et les éventuelles violations des droits humains.

Le travail des BriCOs continue d'être nécessaire au Chiapas et le FRAYBA nous a signifié cette année l'importance de poursuivre et, si possible, d'augmenter le nombre et la durée des séjours de participant-e-s aux brigades. En janvier 2019, le FRAYBA a annoncé la mise sur pied d'un nouveau campement d'observation des droits humains à Chicomuselo, la communauté où Mariano Abarca a été assassiné en 2009. La présence de l'observation internationale à Chicomuselo a pour but de documenter les possibles violations des droits humains provoquées par la militarisation et la persistance de projets miniers dans la région.

La formation préparatoire offerte par le CDHAL porte principalement sur le contexte sociopolitique au Chiapas, le rôle des observateurs-trices dans les

communautés et la sécurité. Elle comporte également des activités permettant aux personnes souhaitant participer aux BriCOs de réfléchir à leurs motivations personnelles, à leurs façons de réagir en situation de stress et à leurs capacités d'adaptation face à des réalités matérielles et culturelles différentes et potentiellement confrontantes. Depuis quelques années, la formation est également l'occasion de remettre en question ses privilèges et de les mettre au service d'un engagement solidaire dans un contexte d'inégalité et de discrimination structurelles.

Cette année, l'équipe de formation était composée de trois personnes. Lors de la première séance, nous avons aussi échangé avec une militante du Chiapas dont l'organisation travaille sur les enjeux liés à l'extractivisme, notamment l'exploitation minière.

SÉJOURS D'OBSERVATION

À l'été 2018, quatre personnes ayant complété la formation au printemps précédent ont effectué des séjours d'observation dans la communauté de La Realidad. Leur séjour d'observation, qui a été suivi d'un engagement militant au CDHAL à leur retour, a été crédité comme stage dans le cadre de programmes universitaire de premier cycle à l'UQAM en science politique et en droit.

Au printemps 2019, une personne ayant complété la formation en 2018 a réalisé un séjour d'observation dans une communauté de la Selva Lacandona. Cinq autres observateurs-trices formé-e-s par le CDHAL prendront part aux BriCOs en juin et juillet 2019.

2
SÉANCES
D'INFORMATION

3
JOURS DE FORMATION
PRÉDÉPART
(FÉVRIER À AVRIL 2019)

9
PARTICIPANT-E-S
À LA FORMATION



Éducation à la citoyenneté mondiale

UNIVERSITÉ POPULAIRE « VERS UNE JUSTICE ÉNERGÉTIQUE : APPROCHES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES »

Dans les communautés autochtones et paysannes, les femmes sont particulièrement affectées par le modèle énergétique dominant. Plusieurs mouvements sociaux en Amérique latine et au Québec se mobilisent face aux enjeux énergétiques et proposent des alternatives pour une justice énergétique. Leur vision émerge d'une volonté d'élaborer un modèle énergétique populaire, inclusif, juste et respectueux des droits humains et de la nature, tout en permettant le contrôle des sources d'énergie d'une manière décentralisée et démocratique.

Le CDHAL, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) et Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) ont organisé le cours « Vers une justice énergétique : approches féministes et décoloniales » lors de la session d'hiver 2019 de l'Université populaire de Montréal (UPop). Cette initiative s'inscrit dans un processus d'alliances et de collaboration développé depuis 2013 avec le Mouvement des personnes affectées par les barrages du Brésil (MAB).

Une série de cinq ateliers ont eu lieu de mars à mai 2019 où des militantes et des défenseur-e-s du territoire et de l'environnement de l'Amérique latine et du Québec ont échangé des analyses et des expériences au sujet de la justice énergétique, à partir de perspectives décoloniales et féministes. En plus de la sensibilisation du public québécois, ce projet visait à créer et renforcer des liens de solidarité entre les mouvements écologistes, féministes, autochtones du Québec et de l'Amérique latine.

Cette série d'ateliers a été construite collectivement grâce à la collaboration de plusieurs allié-e-s et partenaires du CDHAL et du PAQG comme le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de

l'UQAM, la Fondation Coule pas chez nous, le Front commun pour la transition énergétique, le Front de femmes défenseuses de la Pachamama, le Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil (MAB), Otros Mundos Chiapas, la Pastorale des défenseur-e-s de la Terre Mère de San Miguel Ixtahuacán, La Sandía Digital, le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC), l'Union latino-américaine de femmes (Red ULAM), le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). De novembre 2018 à février 2019, des rencontres de travail ont été organisées avec les allié-e-s afin de construire le contenu du cours, à partir de leurs intérêts, visions et postures sur les enjeux et défis liés à la justice énergétique. Grâce à la mise en place d'une plateforme en ligne, il a été possible d'assurer la participation à distance des invitées ainsi qu'élargir la diffusion des ateliers auprès de nos allié-e-s et du grand public.

Ce cours a réuni plus d'une quinzaine de militantes (Pérou, Colombie, Mexique, Guatemala, Brésil et partout au Québec) et des organisations sociales qui les accompagnent, afin d'échanger sur les expériences de luttes des communautés autochtones et paysannes affectées directement dans leur territoire par des mégaprojets énergétiques et extractifs.

La série de cinq ateliers du cours a permis ainsi d'explorer divers thèmes comme le fonctionnement du modèle énergétique, les expériences et alternatives proposées ainsi que les défis des mouvements et des communautés pour la défense des biens communs et pour la construction d'un modèle basé sur les principes de la justice énergétique. La clôture du cours a consisté en une discussion sur les convergences et construction des stratégies collectives entre les mouvements du Sud et du Nord.



LUNDI 18 MARS ÉNERGIE POUR QUI ET POUR QUOI? ÉNERGIE COMME MARCHANDISE OU BIEN COMMUN?

À partir des parallèles entre l'Amérique latine et le Québec, une analyse critique du modèle énergétique à partir des implications sociales et environnementales des systèmes de production, de distribution, de vente et de consommation d'énergie a été réalisée.

Animation par Isabel Orellana du Centr'ERE, UQAM

- » Shanet Pilot, femme innue de Uashatmak Mani-Utenam en résistance contre Hydro-Québec
- » Isabelle Mailloux-Béique du comité Parc-Ex dit non aux hausses d'Hydro-Québec
- » Yara de Freitas du MAB

LUNDI 29 AVRIL QUELLES ALTERNATIVES FACE AU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE CAPITALISTE?

Les pratiques communautaires et locales pour la souveraineté énergétique ont été explorées à partir des questions suivantes : est-il possible sortir du modèle énergétique et capitaliste actuel? Quelles sont les initiatives porteuses en ce sens?

Animation par Maude Prud'homme du RQGE

- » Carmen Pinto Saucedo de l'association de femmes défenseuses de la vie de Cajamarca au Pérou et membre de la Red ULAM
- » Maudilia López Cardona, coordonnatrice de la Pastorale des défenseuses de la Terre Mère, qui accompagne la résistance de la communauté Maya Mam de San Miguel Ixtahuacán gravement affectée par la mine Marlin de l'entreprise canadienne Gold Corp
- » Marie-Josée Renaud, coordonnatrice de l'Union paysanne

LUNDI 1^{er} AVRIL DÉFIS ET AVANCÉES DES LUTTES VERS UNE JUSTICE ÉNERGÉTIQUE

Cet atelier visait à échanger sur les leçons tirées au sein des trajectoires de lutte des mouvements sociaux pour envisager et construire un nouveau modèle fondé sur la justice énergétique.

Animation par Isabel Orellana du Centr'ERE, UQAM

- » Valérie Ivy Hamelin de la nation Mi'kmaq qui milite depuis des années pour la protection des forêts et cours d'eau
- » Rosalinda Hidalgo du Réseau mexicain des personnes affectées par l'industrie minière (REMA) et du Mouvement des personnes affectées par les barrages en Amérique latine (MAR)
- » Rosalie Laframboise, militante engagée dans l'occupation au Camp de la rivière près de la Gaspésie pour s'opposer au projet Galt de la pétrolière Junex

LUNDI 15 AVRIL CAPITALISME VERT, FAUSSES ÉNERGIES VERTES : VERS OÙ VA LA TRANSITION?

Afin de démystifier les notions de transition et de justice énergétiques, les impacts réels des énergies vertes ont été analysés.

Animation par Isabel Orellana du Centr'ERE, UQAM

- » Maude Prud'homme du RQGE et du Front commun pour la transition énergétique
- » Libertad Diaz de Otros Mundos Chiapas du Mexique, du REMA et du MAR
- » Camille-Amélie Koziej Lévesque, militante de la Coalition Fjord, regroupement d'associations étudiantes et de groupes citoyens de la région de Saguenay Lac-Saint-Jean qui s'opposent aux projets d'exportation de gaz naturel de la compagnie GNL Québec

LUNDI 13 MAI CONVERGENCES ENTRE LES LUTTES DES MOUVEMENTS AUTOCHTONES ET ENVIRONNEMENTAUX. QUELLES ACTIONS POUR UNE JUSTICE ÉNERGÉTIQUE?

Les pistes d'actions et alliances stratégiques pour cheminer vers une justice énergétique ont été approfondies.

Animation par Maude Prud'homme, RQGE

- » Shannon Chief, de la nation Anishnabe-algonquienne du Bassin-Versant de la Rivière des Outaouais. Elle est membre du comité NABRO et du comité national Original Peoples Caucus
- » Shanipiap (Geneviève McKenzie-Sioui) est une artiste innu de Matimekush qui lutte pour la protection de l'environnement, les

terres ancestrales, les droits des Premières Nations, en plus de militer pour plusieurs causes environnementales notamment à travers son art

- » Marlene Hale, de la nation Wet'suwet'en en Colombie-Britannique qui lutte contre les projets de gazoducs sur leur territoire
- » Tatiana Roa du Mouvement pour la défense du territoire et des personnes affectées par les barrages Ríos Vivos Colombie et de Censat Agua Viva

Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du Ministère de Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) par l'entremise du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, volet projet annuel. Nous remercions également l'appui financier de la Congrégation Notre-Dame, Fondation Coule pas chez nous, GRIP-UQAM et la Caisse populaire d'économie solidaire, ainsi que la Fondation Lush, par l'entremise du PAQG.

PARTICIPATION À DES ESPACES DE SENSIBILISATION ET D'ENGAGEMENT

Au cours de l'année, le CDHAL a été invité à quelques reprises à participer à des cours, des conférences et des ateliers. Il s'agit d'espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement et la mobilisation du public. Nous avons participé aux activités suivantes et appuyé certaines d'entre elles :

- » Présentation de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'Extractivisme » à l'assemblée générale annuelle de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) (27 mai 2018)
- » Présentation et discussion avec Jeannette Paillan, directrice du festival de cinéma autochtone Ficwallmapu, co-organisée avec le Comité d'appui au peuple Mapuche, Native Immigrant et le Comité chilien pour les droits humains de Montréal (18 août 2018)
- » Atelier « Industrie minière et droits humains en Amérique latine », 3^e Colloque de l'engagement, École secondaire Monseigneur-Richard (1^{er} novembre 2018)
- » Présentation au Café-rencontre « Femmes et militance », organisé par le Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL), dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI) (14 novembre 2018)
- » Conférence « L'extractivisme: modèle toxique et voies de sortie », co-organisée avec le Centre Justice et Foi et les AmiEs de la Terre de Québec (14 et 19 novembre 2018)
- » Participation au colloque « L'Éducation populaire autonome », organisé par le Centre de formation populaire (15-16 novembre 2018)
- » Panel « L'école dans le monde et le monde dans la classe. Quelle éducation pour quelle citoyenneté mondiale? », Journées québécoises de solidarité internationale, AQOCI (16 novembre 2018)
- » Atelier « Nous sommes le peuple, à nous l'éducation! », dans le cadre des JQSI, co-organisé avec le CISO, le PAQG et Développement et Paix (17 novembre 2018)
- » Atelier « Mouvement étudiant et crise politique au Nicaragua », dans le cadre des JQSI, co-organisé avec Mer et Monde et l'Association des nicaraguayens de Montréal (17 novembre 2018)
- » Conférence « Les défis des droits humains dans la transition au Mexique », co-organisée avec l'Observatoire des Amériques et le Groupe de recherche sur les espaces publics et innovations politiques (GREPIP) de l'UQAM (18 décembre 2018).
- » Atelier « Développement et extractivisme : impacts et résistance des femmes en Amérique latine », Journée Québec Sans Frontières (23 janvier 2019)
- » Conférence « L'Amérique latine : crises politiques et quête de prophétisme », co-organisé avec le Centre Justice et Foi (12 mars 2019)
- » Présentation au panel « Approches féministes sur la justice climatique », AGA du Comité québécois femmes et développement (CQFD) (31 mai 2019).

Baladodiffusion

La baladodiffusion est un de nos outils désormais incontournables pour partager l'actualité depuis une perspective critique et proche des mouvements sociaux que nous appuyons. En plus des bulletins mensuels, le format créatif et flexible de la balado a été choisi pour mettre en valeur des projets spécifiques d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Les capsules d'actualité que nous envoyons chaque semaine à l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER), ainsi que nos bulletins mensuels, permettent de documenter notre travail quotidien. Nous y mettons souvent en lumière le travail de délégations qui nous ont visité, des manifestations ou conférences auxquelles nous avons participé, en plus de relayer les luttes des mouvements sociaux et autochtones du Nord tout comme celles d'Amérique latine. C'est aussi l'occasion pour le CDHAL de se positionner contre les violations de droits humains dans les différents contextes que nous suivons et d'exprimer notre solidarité avec les peuples en lutte.

Tout ce travail aurait été impossible sans l'aide précieuse et le dévouement de deux cohortes de stagiaires d'ALER qui ont encore une fois offert leur appui cette année. Grâce à Développement et Paix, à travers le volet réciprocité du programme Québec sans frontières, nous avons eu l'honneur d'être un milieu d'accueil de stage pour des journalistes et animatrices radio de grand talent en provenance de République dominicaine (Yomeylis Astacio de la Radio Fe y Alegria) à l'automne, ainsi que du Pérou (Cindy Chanduvi de la radio Cutivalu) et de la Colombie (Andrés Ramos du Grupo ComunicArte) cet hiver.

La collaboration virtuelle se poursuit toutefois malgré la distance. ALER continue de diffuser nos nouvelles et nos bulletins, en plus de certaines productions ou entrevues spéciales, à ses 86 radios alliées de 16 pays différents. Cela a été le cas notamment d'un balado pour la journée internationale d'action pour les rivières et contre les barrages concoctée par Cindy Chanduvi et Andrés Ramos en mars dernier. Nous avons également accordé une entrevue spéciale sur la nomination de

l'Ombudspersonne canadienne de la responsabilité des entreprises à l'étranger, qui a été diffusée sur les ondes d'ALER.

Les échanges et la coformation avec les stagiaires ALER nous ont permis d'approfondir nos connaissances en communication populaire et ont contribué à la formation continue de l'équipe et des nouvelles militantes. Cindy et Andrés ont nommé avoir particulièrement apprécié la possibilité de poser un regard global « depuis l'extérieur » sur l'Abya Yala (soit-disant Amérique latine) et les liens entre les luttes féministes, autochtones, environnementales et pour la justice sociale du Canada et de l'Amérique latine. Surtout, leurs connaissances et analyses des enjeux spécifiques de leurs pays d'origine ont nourri la compréhension de l'équipe du CDHAL de la conjoncture sociopolitique péruvienne et colombienne. Alors que nous avions tendance à offrir le même contenu en français et en espagnol, leurs réflexions ont aussi amené le CDHAL à repenser ses contenus en fonction du public destinataire. Si nos productions francophones sont plus explicatives des contextes latino-américains, notre contenu hispanophone destiné à ALER et à nos allié-e-s tente de diffuser de plus en plus les luttes sur les territoires nordiques afin de transmettre une information peu relayée en Amérique latine et de contribuer aux liens de solidarité.

Toutes nos productions sont disponibles sur le site Internet du CDHAL et sur Soundcloud. Bonne écoute!

PROJET DE BALADODIFFUSION « FEMMES EN RÉSISTANCE FACE À L'EXTRACTIVISME »

Après un long processus de plus d'un an qui a mobilisé une équipe d'une dizaine de militantes dévouées, cinq capsules de la série « Lutttes pour le territoire : Voix de femmes en résistance » sont maintenant lancées! L'autre moitié des capsules est en cours de production et sera lancé d'ici la fin 2019.

Les capsules sont disponibles sur Itunes, Google Podcasts et bientôt Spotify, et ont suscité de l'intérêt tant au Québec qu'en Amérique latine. Des nouvelles alliances sont présentement développées avec des radios communautaires, notamment grâce à notre partenariat avec ALER. Aussi, les capsules sont diffusées en espagnol dans les ondes de Ciudad de Mexico grâce à notre alliance avec la Ke Huelga Radio. Ici, l'Institut de recherches et d'études féministes, ainsi que le Regroupement québécois des groupes écologistes, entre autres, contribuent à la diffusion de la parole des femmes défenseuses de la vie et des territoires.

Surtout, les capsules répondent à leur objectif premier, qui est le maintien des liens avec les participantes de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » qui avait réuni une quarantaine de femmes en avril 2018.

Le commentaire d'Ely Lopez, femme mapuche du Lof Trankura au Chili et participante de la rencontre internationale, illustre l'importance des balados pour la mémoire et la solidarité entre les luttes : « C'est si beau de pouvoir écouter les *compañeras* de divers territoires, et cela nous permet de maintenir la mémoire vive, la mémoire des visages, des sourires et surtout de la force. Personnellement, cela me donne de la force, surtout en ce moment, alors que les décideurs politiques se rencontrent pour planifier de nouvelles formes de prédation et d'extractivisme. Merci pour tout le travail qui a été fait pour élaborer ce matériel, merci d'y avoir mis tant d'affection. Mes respects et j'embrasse toutes les *compañeras* avec lesquelles j'ai échangé et partagé. »

La production des capsules continue de mobiliser plusieurs personnes militantes dans un processus collectif d'apprentissages mutuels à partir des expériences et aptitudes de chacun-e. Merci au Syndicat des Métallus, à la Fondation Lush, à Communautaire et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie, par l'entremise de son programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, volet projet annuel, pour leur appui financier qui nous ont permis de mener à bien ce processus.

« [...] es hermoso escuchar las Compañeras de diversos territorios, y nos permite mantener la memoria viva, de los rostros, las sonrisas, y sobre todo la fuerza. En lo personal me fortalece, sobre todo en estos tiempos que en mi país se encuentran entre mandatarios para planificar otras formas de depredación y extractivismo. Gracias por todo el trabajo que ha llevado elaborar este material y le han puesto tanto cariño. Mis respetos y abrazos para tantas compañeras con las que compartí. »

– Ely Lopez, femme mapuche du Lof Trankura au Chili et participante de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme »

Photo : Maya Bergeron Robitaille



Revue Caminando, vol. 33

Femmes face à l'extractivisme.

Défendre la vie, tisser la résistance

Caminando, la revue de réflexion et d'engagement du CDHAL, est depuis 1980 un outil de diffusion des aspirations, des analyses et des luttes des mouvements sociaux latino-américains. Elle offre un espace pour faire connaître au public francophone la parole de défenseur-e-s de droits humains et de personnes engagées et militantes de divers milieux. Caminando publie des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine, sur les luttes pour la défense des droits et pour l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines, mais aussi québécoises et canadiennes.

L'édition 2018, intitulée « Femmes face à l'extractivisme. Défendre la vie, tisser la résistance » a fait écho à la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » tenue en avril 2018 à Montréal. Ce numéro de la revue a permis de poursuivre, d'enrichir et d'illustrer les réflexions, expériences et solidarités que cette rencontre avait mises au jour.

Dans la foulée des numéros publiés ces dernières années, l'édition 2018 comptait 27 textes provenant d'une diversité de pays d'Amérique latine, dont la Bolivie, le Pérou, le Brésil, la Colombie, le Honduras et le Mexique, de même que du Québec et du Canada. Si les articles d'analyses et les récits d'expériences et de luttes continuent de constituer le cœur de la revue, cette édition a fait la part belle à la poésie, tout en continuant d'accorder une place significative aux illustrations et aux photos accompagnant les textes.

Une importante équipe de plus de 30 collaboratrices et collaborateurs bénévoles a été mobilisée pour la traduction et la révision des textes.

L'édition 2018 a bénéficié du soutien de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), de Santropol Montréal, des

éditions Écosociété et du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN). L'impression a été réalisée par Katasoho.

Le lancement a eu lieu dans le cadre de la soirée festive du CDHAL, le 7 décembre 2018. L'événement s'inscrivait également dans notre campagne d'autofinancement annuelle. Cette année encore, empanadas et articles sérigraphiés ont été confectionnés par l'équipe, grâce à l'appui de membres et sympathisant-e-s, et mis en vente lors de cette soirée. Un tirage de prix de présence offerts par des commanditaires a également permis de récolter des fonds. Plusieurs artistes et groupes de musique ont performé solidairement lors de cette soirée à laquelle 200 personnes ont assisté. Merci à la Caisse populaire d'économie solidaire pour sa commandite.

Nous avons posé cette année les premiers jalons d'une démarche visant à faire davantage connaître Caminando. Nous souhaitons positionner la revue comme un outil d'éducation pouvant contribuer à la réflexion collective sur des enjeux actuels, et ce, au-delà du lectorat habituel, déjà proche des activités du CDHAL. Pour ce faire, nous avons organisé le 23 mai 2019 un événement public à la librairie l'Euguélionne afin d'aborder et de célébrer les luttes des femmes pour la défense du territoire. Au menu de ce cinq à sept : causerie (entrevue devant public) avec des autrices ayant contribué au dernier numéro, lecture de poèmes publiés dans l'édition 2018, écoute d'une capsule de la série de baladodiffusion « Luttes pour le territoire : Voix de femmes en résistance » et présentation du site Internet de la revue, qui sera lancé prochainement. Cet événement a été un succès et nous souhaitons poursuivre dans cette veine pour la prochaine édition.



Photo : Caracol Photo Montréal

Communications

COMMUNICATIONS EXTERNES

Le CDHAL diffuse quotidiennement des communiqués, nouvelles, événements et actions urgentes, entre autres, à travers son site Internet [www.cdhal.org], sa page Facebook et ses bulletins Info CDHAL et Solidared. Ces outils permettent de partager auprès de nos réseaux des nouvelles d'Amérique latine, notamment en ce qui a trait aux violations des droits humains.

Facebook est le réseau social que le CDHAL continue de privilégier à chaque année. Son nombre d'abonné-e-s continue de croître, ayant augmenté de 4 769 abonné-e-s en juin 2018 à 5 369 abonné-e-s en mai 2019.

Nos bulletins d'informations, Info CDHAL et Solidared, publiés respectivement bimensuellement et mensuellement, permettent de rejoindre 1 400 personnes.

DANS LES MÉDIAS

Le CDHAL demeure une référence dans les médias indépendants et traditionnels en ce qui concerne l'actualité et les enjeux de droits humains en Amérique

latine. Nous sommes paru-e-s et avons donné des entrevues à plusieurs médias, dont Radio Canada International, Radio-Canada, le Journal Métro, La Presse, Le Devoir et CTV News.

Nous avons également rédigé des articles dans des médias indépendants, dont trois articles dans la revue Relations et un article dans la revue À Babord.

COFORMATION

Dans un souci d'améliorer ses processus de communication, l'équipe du CDHAL a suivi plusieurs formations et ateliers au cours de la dernière année.

WORDPRESS – La responsable des communications du CDHAL a donné un atelier pour que l'ensemble de l'équipe puisse s'approprier un de nos outils principaux de communication.

SIX ATELIERS DE FORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES NUMÉRIQUES – L'appui de Communautique nous a permis d'embaucher deux personnes agente de communications et agente des plateformes numériques qui ont suivis des formations offertes par Communautique. Elles ont par la suite partagé leurs apprentissages avec le reste de l'équipe.

CYBERSÉCURITÉ – La responsable du dossier des actions urgentes a participé à un atelier offert par l'AQOCI adressant des outils et stratégies pour rendre plus sécuritaires la gestion interne du CDHAL et la communication avec ses partenaires allié-e-s.

ÉDITION AUDIO – Les stagiaires ALER ont préparé un atelier sur la baladodiffusion et sur le logiciel d'édition audio Audacity afin d'améliorer nos compétences en matière de production de nouvelles et autres types de produits audios.



Photo : Caracol Photo Montréal

Vie associative et d'équipe

Le CDHAL a à coeur la qualité de sa vie associative et démocratique. Notre organisme constitue un espace d'apprentissage et de citoyenneté, au sein duquel nous expérimentons des pratiques horizontales et de coformation. Au cours de cette année, notre équipe a été formée de 5 employées, de 19 stagiaires et d'une vingtaine de collaboratrices et collaborateurs solidaires au sein de nos différents dossiers et projets. Nous avons compté également avec un large réseau d'interprètes et de traductrices et traducteurs qui nous ont appuyé à plusieurs reprises au cours de l'année.

L'année a été marquée par le départ de notre collègue chargée des actions urgentes qui était avec nous depuis quatre ans. Elle continue toutefois de maintenir des liens étroits avec le CDHAL. De nouvelles personnes se sont engagées avec nous, notamment une nouvelle chargée des actions urgentes qui détient une grande expérience avec les mouvements sociaux, notamment du Brésil. Des efforts ont été consacrés pour être présentes à divers types d'événements, ateliers et formations, qui permettent aux membres de l'équipe d'approfondir leurs connaissances et leurs analyses.

Actuellement, le CDHAL compte 145 membres. Cette année, nous avons recruté une dizaine de nouvelles personnes, entre autres à travers les divers événements et la campagne de sociofinancement. Aussi, plusieurs stagiaires demeurent proches des activités du CDHAL suite à leur engagement avec nous et certain-e-s d'entre elles et eux sont maintenant membres.

En 2018, nous avons mené un processus collectif de planification stratégique triennal pour déterminer des objectifs et actions liés à nos 4 orientations stratégiques



pour les trois prochaines années, auquel ont été invités l'équipe, les membres, des partenaires et des allié-e-s d'Amérique latine à y contribuer. Quatre rencontres formelles ont été organisées.

Autant les rencontres de coformation, comme les communautés d'apprentissage, les diverses activités sociales réalisées tout au long de l'année, ainsi que la soirée festive contribuent au développement du sentiment d'appartenance et la cohésion de l'équipe et des membres.

Travail en réseau

Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial et nous permet d'avoir une plus grande portée de nos actions, notamment d'appui aux mouvements sociaux, d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaidoyer. Nous avons notamment suivi des dossiers importants à travers les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES EN COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

- » Participation au comité Cadre de référence de l'éducation à la citoyenneté mondiale
- » Participation au comité des Journées québécoises de solidarité internationale
- » Participation aux assemblées générales des membres, ainsi qu'aux rencontres
- » Participation à la formation « approche féministe à la coopération internationale » (juin 2019)
- » Rencontre avec Sylvia Cesaratto de la Direction des politiques et des relations avec l'Amérique du Nord (Affaires mondiales Canada) sur la situation des droits humains au Mexique (11 mars 2019)
- » Participation à la formation sur la justice climatique (10 mai 2019)

CAMPAGNE MONDIALE POUR REVENDIQUER LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES, DÉMANTELER LE POUVOIR DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET METTRE FIN À LEUR IMPUNITÉ

Cette année, la campagne, composée par plus de 200 organisations, réseaux et mouvements de la société civile internationale, a continué à exposer comment les entreprises transnationales utilisent leur pouvoir économique et politique pour rester impunes pour les violations des droits humains qu'elles engendrent. La campagne mondiale a également comme mandat la création d'un Traité contraignant des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les droits humains. Le CDHAL a participé à la diffusion de certaines actions concernant des cas emblématiques en Amérique latine :

- » Déclaration signée par plus de 50 organisations au monde sur l'assassinat du leader autochtone nahuatl Samir Flores au Mexique (20 février 2019)
- » Communiqué signé par 15 organisations exigeant que la société minière Vale paie pour les crimes commis au Brésil pour les désastres à Mariana et à Brumadinho
- » Participation à des actions de solidarité avec les communautés affectées par Chevron/Texaco en Équateur, un cas emblématique de l'impunité des sociétés transnationales (4 avril et 21 mai 2019)

RÉSEAU CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le RCRCE a suivi le dossier sur le mécanisme de l'ombudspersonne pour la responsabilité des entreprises canadiennes opérant à l'étranger. Le 8 avril 2019, l'avocate Sheri Meyerhoffer a été nommée pour le poste d'ombudspersonne, plus d'un an après que le gouvernement de Justin Trudeau ait annoncé la création de ce mécanisme. Cependant, on a appris que le rôle n'a aucun pouvoir réel et ne fonctionnera pas de façon indépendante, libre de toute ingérence politique ou d'entreprise. Le CDHAL a ensuite participé aux actions pour rendre visible que le Canada avait failli à sa promesse.

- » Déclaration collective des organisations de la société civile canadienne qui composent le RCRCE
- » Participation à une rencontre avec des représentant-e-s du gouvernement, de l'ONU et de la société civile

PROJET FORJE

- » Projet de recherche partenariale « La co-construction de savoirs entre acteurs et actrices engagées sur la question énergétique : évaluation diagnostique et design pédagogique » avec des chercheuses du Centre d'éducation et de formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).
- » Participation aux rencontres du comité de coordination
- » Participation aux outils de collecte de données

GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE POUR LES AMÉRIQUES (GOPA)

Axé sur les questions de développement et de justice sociale dans les Amériques, le GOPA du Conseil canadien de coopération internationale est formé par une quarantaine d'organisations canadiennes qui visent à maintenir un dialogue et un plaidoyer avec le gouvernement canadien, les autres gouvernements et d'autres organes décisionnels.

- » Co-hôte avec Développement et Paix de la réunion annuelle du GOPA (octobre 2018)
- » Participation au sous-groupe de travail Mésoamérique et au sous-groupe Colombie
- » Participation à la réunion APG-Global Affairs Canada sur le rapport des droits humains-Accord de libre-échange Canada-Colombie (7 mars 2019)

COMMON FRONTIERS

En tant que groupe de travail multisectoriel d'organismes canadiens et de syndicats, Common Frontiers travaille sur des enjeux liés aux accords de libre-échange et aux politiques néolibérales.

- » Participation aux rencontres du groupe
- » Représentation au sein d'événements, comme la Journée de réflexion du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) (3 mai 2019)

Le CDHAL a également participé à des rencontres du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et du Réseau œcuménique Justice, écologie et paix (ROJEP).

États financiers

Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	2019	2018
PRODUITS		
Subventions	124 480	83 758
Ministère des Relations internationales - PÉCM	45 000	45 000
Ministère des Relations internationales - PÉCM - Projet	19 450	1 300
Communautique	13 536	-
Emploi-Québec	12 834	16 940
Fondation Lush	11 300	8 700
Fondation Solstice	5 378	1 622
Congrégation Notre-Dame	10 100	-
Caisse populaire d'économie solidaire	4 000	-
Emploi été Canada	2 882	4 638
Dons		
Communautés religieuses	12 450	8 950
Dons organisationnels et syndicaux	57 167	22 370
Dons particuliers	4 610	2 971
Autofinancement	4 457	5 151
Cotisations des membres	365	461
Autres	260	3 634
	203 789	128 917
CHARGES		
Salaires et charges sociales	130 926	92 719
Frais de déplacement et délégation	26 843	4594
Honoraires professionnels	22 169	16 367
Frais d'activités	17 636	5 024
Frais de bureau	1 794	2 926
Frais de cotisation	600	945
Assurances	476	473
Frais bancaires	476	457
Réunion et formation	450	3 390
Télécommunications	343	143
Autres frais	2 419	21
	204 131	127 059
Excédent des produits sur les charges	(343)	1 858
Actif net début	27 491	25 633
Actif net à la fin	27 148	27 491

Bilan
au 31 mars 2019

	2019	2018
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	9 567	58 796
Placement	10 175	2 019
Débiteurs	3 227	2 058
Subventions à recevoir	18 182	4 956
Frais payés d'avance	518	-
	41 669	67 829
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	14 521	10 960
Apports reportés	-	29 378
	14 521	40 338
ACTIF NET		
Non affecté	27 148	27 491
	27 148	27 491
	41 669	67 829

Équipe 2018-2019

ACTIONS URGENTES

Amelia Orellana, Rosa Peralta, Diana Potes, Ximena Cuadra, Adriana Martinez, Étienne Levac, Timothée Quennesson, Juliette Tainturier, Emma Saffar, Raquel Garcia, Madeleine Desnoyers, Suzanne Bonfils, Laurence Fortier, Federico Mazziotti

BRIGADES CIVILES D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS (BRICOS)

Animation : Joëlle Gauvin-Racine, Étienne Levac, Martha Lucía Gómez, Alexandra Parada, Alexis Lapointe, Cristina Pretell

Observateurs-trices : Marianne Goulet, Florence Lavallée, Gabrielle Comtois, Étienne Levac, Alice Grinand, Bernadette Perron

CAMINANDO

Joëlle Gauvin-Racine, Roselyne Gagnon, Martha Lucía Gómez

COMMUNICATIONS

Roselyne Gagnon, Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie Bordeleau, Sandrine Masella, Camille Moreau

COORDINATION

Marie-Eve Marleau

ÉDUCATION DU PUBLIC

Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie-Eve Marleau, Lydie Simon-Haché, Claire Pageau

BALADODIFFUSION

Marie Bordeleau, Maya Bergeron, Alexandra Parada, Fernanda Vidal Sigüenza, Gustavo Monteiro, Michelle Forget Solis, Cindy Chanduvi, Andrés Ramos, Yomeylis Astacio, Priscylla Joca, Jean-Baptiste Demouy, Ines Alvergne, Bengi Akbulut, Sabrina Théoret Jardon

AUTRES COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

Constance Vaudrin, Alessandra Devulsky, Florence Tiffou, Jorge Parra, Jessica Ramos, Ronald Arias Guerrero, Rocio Barba Fuentes, Hortencia Agurto, Giulietta Di Mambro, Felix Molina

Un merci spécial également à nos interprètes et traducteurs-trices solidaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENTE

Thérèse Guay

VICE-PRÉSIDENTE

Carolina Campos

TRÉSORIER

Pierre Lemay

SECRÉTAIRE

Éva Mascolo-Fortin

ADMINISTRATRICES

Ximena Cuadra, Yussef Kahwage, Sarah Múnera

Partenaires

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires financiers et nos collaborateurs.trices qui rendent nos actions possibles :



Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL
1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
514.257.8710, poste 334 | info@cdhal.org
www.cdhal.org